

Mobilisation. Soixante industriels prêts à soutenir la candidature de Midi-Pyrénées.

Le pôle Agro dans les starting blocks

La Région se porte finalement volontaire pour un troisième pôle de compétitivité, cette fois sur le label «Agro». Publiée la semaine dernière et présentée hier lors d'une conférence débat à la CCI de Toulouse sur les atouts et les enjeux de ce pôle, une étude du cabinet Ernst&Young confirme le bien fondé de cette nouvelle candidature. Les compétences scientifiques, l'expertise

«Un signal fort à l'adresse des industriels, des décideurs, et des chercheurs».

et le poids économique de l'agro-alimentaire, premier employeur de Midi-Pyrénées avec plus de 100.000 emplois directs (lire encadré) plaident en sa faveur. Pourtant, malgré son importance, la filière ne dispose pas d'un «airbus» qui porterait la candidature du pôle en son nom. «Contrairement à d'autres régions françaises, nous n'avons pas de spécialité agro bien identifiée, comme la filière viande ou lait, explique Jean-Claude Flamant, directeur de la mission agrobiosciences. Il nous faut donc trouver un argumentaire pour faire le lien dans le tissu régional très diversifié et construire un dossier de candidature solide». Plusieurs pistes sont donc avancées, comme celui d'une transversalité au sein de la chaîne agro régionale. En amont, les semenciers et autres filières de production retrouvent, en aval, les industriels chargés de la transformation des produits alimentaires et non-alimentaires, le tout avec la collaboration des ins-



La présentation de l'étude sur le 3^e pôle de compétitivité a réuni de nombreux décideurs autour notamment de Bernard Raynaud et Alain Costes. Une charte d'engagement pour la filière verte a aussi été signée.



tituts de recherche et le soutien des collectivités... Le challenge sera d'abord d'éviter l'usine à gaz et de réussir la symbiose rapidement. Car le temps presse. Les différents acteurs ont quinze petits jours pour s'entendre sur le dossier de candidature, après quoi le projet doit être envoyé à la commission nationale. «Au fond, l'important

est bien la mobilisation sur ce projet, commente Bernard Raynaud, vice-président du Conseil régional. Laissons les acteurs se rencontrer pour affiner les thématiques. Une soixantaine d'industriels sont prêts à s'engager sur ce pôle». En pleine réforme de la PAC, et alors que l'agroalimentaire régionale peine à se développer, ce

projet survient à point nommé. Il permet ainsi de structurer la filière, mobiliser les industriels et regonfler le moral des chercheurs derrière un objectif commun : la création d'un pôle de compétitivité. Pour Jean-Louis Chauzy, le président du Conseil économique et social qui porte cette candidature à bras le corps, l'acte est vital pour la région : «C'est un signal fort à l'égard des industriels, des décideurs et de la recherche agronomique, martèle-t-il. Nous avons tous les ingrédients pour réussir la reconnaissance de ce troisième pôle, d'autant que la compétition se gagnera sur l'innovation». Verdict attendu d'ici juillet 2006.

Martin Venzal

Jouer des coudes

Plus de 100 000 emplois directs, dont 70 000 agriculteurs et 26 600 salariés dans l'industrie, pour 5,7 milliards de chiffre d'affaires. Il n'en faudra pas moins à Midi-Pyrénées pour s'imposer face au pôle de compétitivité à vocation mondiale Picardie Champagne Ardenne, spécialisé sur les industries et agro-ressources. Face à ce géant de l'innovation, la région cherche à se différencier sur les produits à forte identité, la sécurisation de la consommation alimentaire, l'amélioration de la productivité durable et la raffinerie de matières durables. Des échanges ne sont pas non plus écartés.